



RAPPORT DE PERSPECTIVES DE PROJET

Étude sur la toxicomanie et l'employabilité



PARTENAIRES

Pacifica Treatment
Centre Society



EMPLACEMENTS

Colombie Britannique



FONDS VERSÉS

112 012 \$



PUBLIÉ

Juin 2026



COLLABORATEUR

Auteur du rapport :
Milad Moghaddas
Reviewers/approvers:
Laura McDonough,
Anita Dubey

Sommaire

L'emploi joue un rôle essentiel dans le rétablissement des personnes ayant un usage de substances. L'emploi offre une structure, un but, une stabilité financière et des liens sociaux, ce qui aide à rétablir la confiance en soi, l'identité et le sentiment d'appartenance après le traitement. Malgré ces avantages, l'emploi n'est pas systématiquement reconnu ni priorisé au sein des milieux de rétablissement en Colombie-Britannique. Le rétablissement est souvent abordé sous un angle essentiellement clinique, l'emploi étant perçu comme un aboutissement tardif plutôt que comme un soutien actif contribuant à le pérenniser. Par conséquent, de nombreuses personnes terminent leur traitement sans la préparation ni le soutien nécessaires pour réintégrer le marché du travail. Cela peut accroître leur vulnérabilité durant les périodes de transition et accentuer le risque de rechute.

Ce projet a examiné l'intersection entre le rétablissement et l'emploi en Colombie-Britannique, tout en cernant des occasions de renforcer les transitions vers le marché du travail. S'appuyant sur une méthodologie de recherche en trois étapes (analyse contextuelle, groupe de discussion provincial et sondage anonyme), cette étude examine les pratiques actuelles, les défis de coordination et les lacunes systémiques qui touchent les personnes en rétablissement. L'étude a porté principalement sur l'intégration des besoins liés à l'emploi au sein des services de rétablissement, l'effet de la coordination des services sur les résultats à long terme et les ressources nécessaires pour soutenir l'indépendance économique et la qualité de vie.

Les conclusions révèlent que, bien que les fournisseurs de services d'aide à l'emploi et de soutien au rétablissement perçoivent l'emploi comme un pilier de la stabilité à long terme, leurs interventions demeurent souvent cloisonnées plutôt qu'intégrées. L'accès à l'emploi est souvent différé jusqu'à ce que les objectifs de sobriété soient atteints. Les prestataires manquent parfois de la formation ou des outils nécessaires pour intégrer l'employabilité dans la planification du rétablissement. La stigmatisation, les réticences des employeurs, le manque de confiance des clients et la mesure limitée des résultats comptent parmi les autres obstacles à l'insertion professionnelle. Le mentorat par les pairs et la collaboration intersectorielle apparaissent comme des pratiques prometteuses, bien que ces approches restent locales et inégalement appliquées.

Dans l'ensemble, cette étude souligne l'importance de considérer l'emploi comme un élément central du rétablissement, plutôt que comme un objectif secondaire. Le développement de parcours professionnels inclusifs et adaptés au rétablissement peut améliorer les résultats individuels, réduire la récurrence des cycles de traitement et favoriser une plus large participation au marché du travail. Une meilleure harmonisation des systèmes de rétablissement et d'emploi offre l'occasion de renforcer la santé publique, l'inclusion économique et les résultats à long terme du rétablissement en Colombie-Britannique.

PERSPECTIVES CLÉS

- 1 Seuls 10 % des prestataires de services de rétablissement suivent les résultats en matière d'emploi, tandis que 70 % ne déclarent aucune mesure à cet égard, ce qui limite la reddition de comptes et la conception de programmes fondés sur des données probantes.
- 2 L'emploi est largement reconnu par les prestataires de services comme un facteur de stabilisation du rétablissement, mais il reste systématiquement traité comme un objectif secondaire ou différé. Le financement en silos, le manque de formation du personnel et la faible coordination entre les systèmes de soutien au rétablissement et d'aide à l'emploi figurent parmi les causes de cette situation.
- 3 Près de la moitié des fournisseurs de services d'aide à l'emploi et de soutien au rétablissement déclarent manquer de compétences spécialisées et de formation pour intégrer le soutien à l'employabilité dans les parcours de rétablissement.

► L'enjeu

La Colombie-Britannique est confrontée à une urgence sanitaire persistante liée à la crise des drogues toxiques, qui a de graves répercussions sur les plans social, sanitaire et économique. Malgré des investissements soutenus dans les services de traitement et de rétablissement, les résultats demeurent inégaux, et de nombreuses personnes qui terminent un traitement se heurtent encore à des obstacles à leur stabilité à long terme. L'un des défis majeurs, bien que trop souvent négligé, réside dans l'intégration insuffisante des mesures de soutien à l'emploi et au développement de carrière dans les parcours de rétablissement.

En Colombie-Britannique, les services d'aide à l'emploi pour les personnes présentant un trouble lié à l'usage de substances sont fréquemment intégrés comme composantes secondaires au sein de contrats de santé ou de soins plus vastes. Toutefois, les intervenants responsables de ces prestations manquent fréquemment de formation spécialisée en perfectionnement professionnel, ce qui limite leur aptitude à offrir un soutien holistique axé sur l'intégration en emploi. Il en résulte que les personnes en parcours de rétablissement ne bénéficient généralement que d'un encadrement restreint pour se préparer au marché du travail, s'y intégrer et y demeurer durant et après les soins. Dans plusieurs milieux, les fournisseurs de services recommandent aux clients de différer leur accès au marché de l'emploi en début de rétablissement, craignant que le travail ne nuise au cheminement thérapeutique. Bien que motivée par de bonnes intentions, cette approche risque de renforcer les stigmates et les partis pris, reléguant le travail au rang de risque plutôt que de le considérer comme un levier de rétablissement.

Le manque de priorité accordé à l'emploi a des conséquences concrètes. L'accès à l'emploi peut agir comme un facteur de protection au cours du rétablissement, procurant un revenu en plus d'offrir une structure, un sentiment de dépassement, des connexions sociales et une identité propre. Les données probantes indiquent qu'un emploi valorisant soutient l'autonomie fonctionnelle, la responsabilisation et la réinsertion communautaire, des facteurs clés qui favorisent le maintien du rétablissement et l'atténuation des risques de rechute. Pourtant, l'intégration au marché du travail est fréquemment perçue comme l'aboutissement du rétablissement, plutôt que comme un levier d'intervention directe tout au long du parcours.

Cet écart est accentué par des contraintes budgétaires. Le recul des investissements dans les programmes spécialisés d'aide à l'emploi pour les personnes en post-cure a limité l'accès à des accompagnements sur mesure, plongeant de nombreux individus dans la précarité financière après leur traitement. Faute de préparation à l'insertion professionnelle, de planification de la transition et de suivi post-cure, les personnes risquent de terminer leur traitement avec un parcours fragmenté, un manque de confiance en elles et une expérience de travail limitée. Ces obstacles, conjugués à la stigmatisation persistante sur le marché du travail, risquent de compromettre les efforts de réinsertion et d'accroître le risque de rechute.

Pris dans leur ensemble, ces facteurs témoignent d'une rupture systémique entre les services de traitement des dépendances et les systèmes de développement de la main-d'œuvre en Colombie-Britannique. En reléguant l'emploi au second plan ou en le considérant comme facultatif, les approches actuelles risquent de fragiliser les personnes en post-cure, alors qu'une intégration précoce de l'employabilité dans le parcours de soins aurait renforcé leur autonomie. Comblé cet écart permettrait d'optimiser les parcours de rétablissement, de stimuler la participation économique et de répondre plus efficacement à la crise actuelle des surdoses.



Ce que nous examinons

Ce projet a étudié les obstacles à l'insertion professionnelle des personnes en sevrage ou en rétablissement de dépendances en Colombie-Britannique. L'objectif était de déterminer si les pratiques actuelles dans le secteur du rétablissement favorisent ou freinent l'accès à un emploi exécutif et enrichissant. Cette étude a examiné l'articulation entre les services de soutien au rétablissement et à l'emploi, les stratégies organisationnelles favorisant la transition vers l'activité professionnelle, ainsi que les freins susceptibles de compromettre l'inclusion économique, le rétablissement à long terme et la qualité de vie des usagers.

Cette étude s'est articulée autour de trois questions principales :

1. Quelles approches le secteur du rétablissement des dépendances adopte-t-il actuellement pour répondre aux besoins professionnels de ses usagers ?
2. Dans quelle mesure ces approches soutiennent-elles, facilitent-elles ou, au contraire, freinent-elles le rétablissement à long terme et la qualité de vie des usagers ?
3. Quels outils ou opportunités de développement professionnel permettraient aux professionnels de l'orientation et aux intervenants en dépendances de mieux soutenir l'autonomie financière, le rétablissement à long terme et la qualité de vie des usagers ?

Un modèle de recherche exploratoire a été privilégié afin d'analyser les pratiques systémiques ainsi que les perspectives des intervenants de terrain dans les secteurs du rétablissement des dépendances et de l'aide à l'emploi. L'étude s'est penchée sur la place du soutien à l'emploi au sein du continuum professionnel, de l'employabilité préalable et l'orientation de carrière jusqu'à la recherche et l'intégration durable en emploi. Bien que de futures recherches devront analyser la corrélation entre les stades de rétablissement et le niveau d'employabilité, le présent projet s'est attaché à dresser un état des lieux des approches actuelles et à dégager des pistes d'amélioration.

L'analyse s'est déroulée en trois étapes. Le volet initial du projet a reposé sur un examen documentaire (littérature académique et grise, documents d'orientation et rapports de programmes) visant à cerner les pratiques dominantes, les obstacles et les carences en matière d'accompagnement professionnel des personnes en post-cure. Trois chercheurs ont réalisé cette analyse de façon indépendante, garantissant ainsi la rigueur de la démarche et la réduction des biais.

Le second volet du projet a réuni, dans le cadre de groupes de consultation, des représentants du secteur du rétablissement et des professionnels de l'insertion et de l'orientation professionnelles de Colombie-Britannique. Au total, 138 organisations ont été sollicitées : 88 ont répondu favorablement et 47 participants ont assisté aux séances, proposées en mode hybride. Les participants ont pris part à des discussions structurées portant sur les obstacles à l'emploi, le manque de coordination des services et les stratégies visant à consolider la transition entre le rétablissement et l'insertion professionnelle.

Le troisième volet a consisté à diffuser un questionnaire anonyme à questions ouvertes auprès des organisations indisponibles lors des séances de consultation. Parmi les organisations contactées, 20 ont participé à l'enquête de manière consentie, apportant des perspectives qualitatives supplémentaires à l'étude.

Ce que nous apprenons

L'intégration du volet professionnel au sein des services de rétablissement des dépendances manque encore d'uniformité

Toutes sources de données confondues, l'emploi émerge non seulement comme un résultat économique, mais surtout comme une force stabilisatrice qui favorise la structuration du quotidien, le sens de l'engagement, l'estime de soi et l'inclusion sociale. Malgré cela, de nombreux programmes de rétablissement continuent d'envisager l'emploi comme un objectif à long terme, plutôt que comme une composante active de la planification du cheminement de guérison. Les données tirées de l'examen documentaire et des consultations indiquent que retarder l'insertion professionnelle risque d'accroître l'isolement social et la précarité financière, des déterminants majeurs de la rechute. Ces résultats corroborent un corpus de données de plus en plus vaste : l'emploi doit être perçu comme un levier thérapeutique d'accompagnement vers le rétablissement, plutôt que comme une récompense post-rétablissement.

Le manque d'intégration entre le secteur du rétablissement et les services d'emplois crée une approche parallèle, source de fragmentation et de carences dans l'offre de services

Les conclusions de l'étude révèlent un manque de coordination systémique entre le secteur de la prise en charge des dépendances et les services d'insertion professionnelle à l'échelle de la province. Les participants aux groupes de discussion ont systématiquement pointé du doigt le cloisonnement des modèles de financement, la divergence des critères d'admissibilité et la défaillance des mécanismes d'aiguillage, des lacunes qui font porter aux usagers la charge de s'orienter eux-mêmes dans le réseau. Malgré le potentiel de certains partenariats locaux, tels que le partage de locaux avec WorkBC ou des réseaux informels de gestion de cas, ces initiatives demeurent isolées et n'ont pas fait l'objet d'une normalisation. L'absence d'un cadre provincial de réinsertion professionnelle se traduit par un accès inégal aux mesures de soutien.

Les prestataires de services de rétablissement présentent d'importantes lacunes systémiques en matière de capacités lorsqu'il s'agit d'offrir un accompagnement vers l'emploi

Les résultats du sondage font ressortir une nette disparité entre les secteurs en ce qui concerne le degré de préparation du personnel. Si près de 60 % des services de l'emploi visés par l'enquête comptaient des effectifs qualifiés pour soutenir les personnes en rétablissement, la réciproque n'était pas vraie : à peine 40 % des centres de traitement intégraient un volet d'insertion professionnelle ou de compétences de vie à leur offre de soins cliniques. De plus, environ la moitié des prestataires de services de rétablissement ont signalé un manque de compétences spécialisées pour intégrer efficacement le volet employabilité à la planification du parcours. Ces lacunes limitent la capacité des prestataires à concrétiser la valeur reconnue de l'emploi par des pratiques uniformes sur le terrain.

Le manque de suivi et d'évaluation des résultats d'intégration en emploi limite la responsabilisation et entrave les décisions fondées sur des données probantes

Seuls 10 % des organismes de soutien au rétablissement interrogés mesuraient l'intégration professionnelle de leurs usagers, alors que 70 % n'effectuaient aucun suivi à ce sujet. Ce manque de mesures complique l'évaluation des approches favorisant une insertion professionnelle réussie, tout comme la démonstration de leur impact auprès des bailleurs de fonds. L'examen documentaire a également fait ressortir que les publications actuelles se limitent souvent à répertorier les freins, sans mesurer l'efficacité des mesures d'aide. Consolider la mesure des résultats s'avère une condition de base pour améliorer la structure des programmes, sécuriser des investissements durables et assurer l'expansion des modèles éprouvés.

La complexité systémique fait obstacle à l'intégration en emploi des personnes en rétablissement

Les données probantes démontrent que les personnes en rétablissement font face à des obstacles cumulatifs : faible estime de soi, lacunes prolongées dans leur historique d'emploi, enjeux de santé mentale et peur de la stigmatisation. Ces obstacles individuels sont accentués par des facteurs externes, notamment la stigmatisation de la part des employeurs, le manque de flexibilité des politiques de travail, la récupération des prestations, ainsi que les difficultés liées aux transports et à la garde d'enfants. Selon les participants aux consultations, l'accumulation d'échecs sur le plan professionnel risque de saper la motivation et de compromettre le capital de rétablissement des usagers. Le renforcement de l'employabilité requiert ainsi une approche holistique, capable de traiter de front l'état de préparation de la personne, l'environnement en milieu de travail et les mesures politiques dissuasives telles que le mécanisme de récupération des gains.

Le soutien par les pairs et la collaboration intersectorielle constituent de puissants leviers pour façonner des parcours professionnels adaptés aux réalités du rétablissement

Le mentorat par les pairs a fait l'objet d'un solide consensus tant dans les groupes de discussion que dans le cadre des sondages. Grâce à leur savoir expérientiel, les pairs favorisent l'établissement de liens de confiance, normalisent les difficultés du parcours et renforcent l'imputabilité des usagers, surpassant ainsi les modèles de services classiques. Par ailleurs, la création de réseaux de collaboration unissant acteurs du rétablissement, services d'emplois, employeurs et milieu communautaire s'avère indispensable pour combler les vides de services. Ces approches offrent des mécanismes concrets et transposables pour soutenir un rétablissement durable tout en renforçant la participation au marché du travail.

★ Pourquoi c'est important

Les résultats de cette étude interpellent directement les services de traitement des dépendances, l'aide à l'emploi et les réseaux publics élargis, en Colombie-Britannique comme ailleurs. D'un point de vue systémique, les résultats mettent en évidence qu'une intégration limitée entre le soutien au rétablissement et l'aide à l'employabilité peut alimenter des cycles de traitement répétitifs, engendrer des coûts publics évitables et compromettre les chances de rétablissement à long terme et de participation au marché du travail. En Colombie-Britannique, les services de traitement et de rétablissement ne bénéficient souvent pas de financements dédiés aux soins continus post-traitement, ce qui se traduit par des taux élevés de réadmission. Les intervenants du secteur estiment qu'il faut souvent plusieurs épisodes de traitement avant de parvenir à un rétablissement durable, certains évoquant même jusqu'à sept tentatives.



État des compétences : Évaluation et apprentissage dans l'écosystème des compétences et de la formation

Le Centre des Compétences futures a fait évoluer sa stratégie d'évaluation et d'apprentissage au fil du temps, suivant en cela les tensions liées à la mesure de l'impact social : il s'est ainsi départi d'une méthode centrée sur les résultats communs pour adopter un ensemble d'approches permettant d'étudier les répercussions sur les personnes, les institutions et les systèmes.

[Lire le rapport](#)

Les implications financières de ce modèle sont considérables. Le coût estimé d'un lit de soins financé par les fonds publics en Colombie-Britannique varie entre 300 et 400 dollars par jour. Même en se basant sur des hypothèses prudentes, la répétition des épisodes de traitement peut entraîner des dépenses publiques avoisinant 125 000 \$ par personne, sans compter les coûts supplémentaires liés à la désintoxication, aux soins d'urgence, aux services policiers et au système judiciaire. Compte tenu de délais d'attente moyens de trois à quatre mois, la récurrence des épisodes de traitement exerce une pression accrue sur les réseaux publics et restreint l'accès aux services pour les autres personnes dans le besoin. En revanche, les services de suivi ambulatoire et d'aide à l'emploi ont des coûts de fonctionnement nettement inférieurs. L'intégration du soutien à l'emploi aux parcours de rétablissement est susceptible de réduire la récurrence des demandes de traitement, d'améliorer les résultats cliniques et de générer des retombées économiques grâce à une participation accrue au marché du travail et à une hausse des recettes fiscales.

Au-delà des considérations financières, ces conclusions ont une incidence sur la manière dont le rétablissement est appréhendé et soutenu dans la pratique. L'emploi est souvent perçu comme une étape ultérieure ou comme un facteur susceptible de compromettre le rétablissement, tout particulièrement dans un contexte politique polarisé par les débats entre la réduction des risques et les approches fondées sur l'abstinence. Bien que les fournisseurs de services s'accordent largement à reconnaître les effets positifs de l'emploi sur les personnes en rétablissement, des incertitudes subsistent quant au moment opportun et au degré de préparation requis pour une intégration au marché du travail. Certains discours dominants continuent de suggérer qu'un long délai est nécessaire avant d'envisager un retour à l'emploi, alors même que des données probantes démontrent que l'emploi peut agir comme un catalyseur du rétablissement plutôt que d'en être une simple conséquence. En l'absence d'orientations éclairées par les données probantes concernant le degré de préparation, le choix du moment et les niveaux de soutien appropriés, le secteur risque de continuer à investir dans des modèles de soins privés d'évaluation et de mesure des résultats à long terme.

Cette étude a également des implications en matière d'équité et d'inclusion. Les personnes en phase de rétablissement après une dépendance ne sont pas systématiquement prises en compte dans les cadres standard de promotion de l'équité applicables aux politiques et pratiques en matière d'emploi, ce qui contribue à leur marginalisation persistante et à leur accès limité aux opportunités professionnelles. L'analyse du contexte a mis en évidence une lacune tant dans la littérature scientifique que dans la littérature grise concernant l'employabilité sous l'angle des systèmes de rétablissement. La plupart des études existantes se sont concentrées sur les difficultés rencontrées par les employeurs plutôt que sur les obstacles systémiques ou les conditions favorables. Ce manque de données probantes a freiné l'élaboration de politiques ciblées, de modèles de financement adéquats et d'occasions de perfectionnement professionnel susceptibles de mieux soutenir cette population.

Ces résultats soulignent des implications plus larges en matière de politiques, de financement et de conception des services. L'intégration de mesures de soutien à l'emploi axées sur le rétablissement peut améliorer les résultats cliniques et sociaux, renforcer la coordination des services et accroître l'efficacité du système. Les données probantes issues de cette étude peuvent orienter l'élaboration de modèles de financement qui privilégient le soutien global, le perfectionnement professionnel des fournisseurs de services et la collaboration intersectorielle entre les réseaux de la santé, les services de l'emploi et les organismes communautaires. Plus largement, la promotion de parcours inclusifs menant du rétablissement à l'emploi soutient la résilience économique en élargissant la participation à la population active et en réduisant les dépenses publiques à long terme liées à l'usage de substances non traité ou récurrent.

► Prochaines étapes

S'appuyant sur les conclusions de ce projet, le Centre de traitement Pacifica intégrera désormais des volets axés sur l'employabilité aux programmes de services communautaires et de rétablissement. Le renforcement des connaissances des fournisseurs de services et des personnes en rétablissement quant au rôle de l'emploi dans les résultats à long terme peut contribuer à recadrer le travail comme une intervention de soutien, plutôt que comme un objectif secondaire ou différé. Cette démarche englobe l'élaboration d'outils pratiques et de ressources de formation permettant aux intervenants du rétablissement et de l'emploi de collaborer plus efficacement à la planification du rétablissement et aux soins de suite.

Les initiatives futures porteront également sur des stratégies ciblées visant à soutenir divers groupes de parties prenantes. Pour les employeurs, cela implique notamment d'élaborer des lignes directrices et des outils destinés à faciliter l'adaptation, la fidélisation et l'encadrement des personnes en phase de rétablissement. Pour les personnes en phase de rétablissement après une dépendance, les programmes viseront à renforcer leur aptitude à l'emploi, leur confiance en elles et leur participation durable au marché du travail. Pour les prestataires de services sociaux et d'aide à l'emploi, les efforts porteront principalement sur le renforcement des partenariats avec les employeurs et l'amélioration de la formation du personnel afin de favoriser des parcours professionnels intégrés et axés sur le rétablissement.

Des questions sur notre travail ? Souhaitez-vous avoir accès à un rapport en anglais ou en français ? Veuillez contacter communications@fsc-ccf.ca.

Comment Citer Ce Rapport

Moghaddas, M. (2026). Rapport sur les perspectives du projet : Étude sur la toxicomanie et l'employabilité, Pacifica Treatment Centre Society. Toronto : Centre des Compétences futures.
<https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/substance-use-and-employability/>

Funded by the
Government of Canada's
Future Skills Program



Étude sur la toxicomanie et l'employabilité est financé par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Compétences futures. Les opinions et les interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles du gouvernement du Canada.

Remerciements aux communautés autochtones

Le Centre des Compétences futures est conscient du fait que les Anishinabés, les Mississaugas et les Haudenosaunee entretiennent une relation spéciale avec le territoire dans le cadre du pacte « plat à une cuillère » (Dish With One Spoon) où est situé notre bureau, et qu'ils sont tenus de partager et de protéger le territoire. À titre d'initiative pancanadienne, le CCF exerce ses activités sur le territoire traditionnel de nombreuses nations autochtones de l'île de la Tortue, nom donné au continent nord-américain par certains peuples autochtones. Nous sommes reconnaissants de pouvoir travailler sur ce territoire et nous nous engageons à apprendre notre histoire commune et à contribuer à la réconciliation.

© Copyright2026 – Future Skills Centre / Centre des Competences futures